



Clément LAFONT

titulaire, 23 ans, Ouvrier,
43000 Espaly-Saint-Marcel

endavant 



PARTI OCCITAN
L'ESQUERRA ECOLOGISTA OCCITANA!

Chloé MONOT

suppléante, 22 ans, Ouvrière,
43000 Le Puy-en-Velay

Madame, Monsieur

A l'instar des élections présidentielles, les élections législatives prennent cette année une tournure bien spéciale. Fort heureusement la victoire du courant porté par le Président réélu semble moins assurée. Doit-on pour autant continuer dans l'abstention ou dans le soutien à celles ou ceux qui nous ont désespérés lors des deux tours de l'élection présidentielle ? Assurément non ! Sortons d'un système de vote incohérent qui ne reflète aucune réalité.

La candidature qui vous est proposée ici ne rejette en aucun cas une **approche progressiste et pragmatique**, ancrée dans un nouveau courant politique qui a déjà fait ses preuves à l'Assemblée. Il s'agit maintenant de le consolider et de le développer. Il est urgent d'empêcher le président de réussir l'opération politique qu'il a savamment orchestrée durant son premier quinquennat. Il est même impératif d'**éviter que se réinstalle, d'une manière ou d'une autre, un pouvoir vertical** et quasiment absolu, trop connu sous la Vè République.

Avec le **courant décentralisateur** prenant réellement en compte les territoires, comme l'ont déjà fait avec un succès indéniable, dans la mandature précédente, les parlementaires rattachés à « Régions et Peuples Solidaires », nous entendons agir ici, dans et pour votre 2nde circonscription de Haute-Loire.

L'approche que nous défendons, doit nous permettre de cibler les problèmes de cette circonscription sans grande cohérence historique, géographique ou socio-économique. Pour nous le passage à une politique territorialisée, émancipée du pouvoir centralisé et des métropoles, sera une réelle avancée pour notre région « arverno-vellave ».

Les difficultés existent : déprise démographique, exode des jeunes, vieillissement, pouvoir d'achat, affaiblissement des services publics structurants : Poste en retrait, écoles/enseignement en difficulté,

hôpitaux et centres de soins débordés, ...

Une politique nouvelle est cependant possible : relocalisations des activités économiques, artisanales et commerciales de proximité, politique agricole adaptée à la région et confortée en bio, prise en compte spécifique des difficultés sociales, développement des services publics, y compris en matière de transports. **C'est la vie du Pays et de ses habitants qui est en jeu et que le seul tourisme ne saurait apporter.**

Cette approche est une approche d'avenir qui ne rejette pas les techniques actuelles (fibre, réseaux sociaux et autres...). Promises depuis longtemps mais souvent oubliées en milieu rural, leur développement complet et égalitaire serait une réelle avancée pour les populations. Mais elles ne peuvent et ne doivent pas être considérées comme exclusives. **Il convient, tout en évoluant, de respecter nos modes de vie.** Pour nous, promouvoir la langue d'oc et ses dialectes régionaux en grand danger de disparition représente le respect premier de nos territoires.

Nous portons donc le projet d'un **véritable pouvoir de décision sur les territoires** avec pour eux des moyens juridiques, fiscaux et budgétaires, donc des institutions à renouveler, déjà sur le plan hexagonal. **Nous voulons vivre travailler et décider au Pays**, pas à Paris ou à Lyon.

C'est pourquoi nous revendiquons **pour notre région un autre découpage**, axé sur son caractère et ses spécificités, adapté aux réalités locales, le seul en mesure de nous garantir demain un avenir maîtrisé : le retour à une région administrative Auvergne et l'affirmation des territoires linguistiques et culturels.

Régions et Peuples Solidaires voit une chance en l'Union Européenne, surtout en période de difficultés. Mais celle-ci doit évoluer, notamment pour faire une place aux territoires : tout le contraire d'un souverainisme étriqué.

Candidature soutenue par les parlementaires Régions et Peuples Solidaires: François ALFONSI (eurodéputé | groupe Verts / ALE), Paulu-Santu PARIGI (Sénateur | groupe Écologiste - Solidarité et Territoires), Jean-Félix ACQUAVIVA, Michel CASTELLANI, Paul-André COLOMBANI et Paul MOLAC (députés | groupe Libertés et Territoires)

DÉMOCRATIE, ÉCOLOGIE, TERRITOIRES

DEMOCRACIA, ECOLOGIA, TERRITÒRIS

endavant 



POUR UNE DÉMOCRATIE DYNAMIQUE

Notre démocratie est malade. Elle se doit de respecter l'ensemble des citoyens, leur rendre le pouvoir. Ce que nous voulons : le Référendum d'Initiative Populaire, le scrutin proportionnel et territorialisé, la reconnaissance du vote blanc, le référendum révocatoire, une vraie égalité homme-femme, plus aucune discrimination.



LA PROXIMITÉ C'EST L'EFFICACITÉ

Le pouvoir centralisé nie la diversité, il aggrave même les inégalités. Nous devons pouvoir décider collectivement depuis et pour nos territoires. Décentraliser est une urgence. Des collectivités adaptées, dotées des moyens d'agir directement avec et en faveur de ses habitants c'est plus de justice sociale, plus d'efficacité. Les services publics y ont leur rôle.



VIVRE DANS LA DIGNITÉ

Toujours aux mêmes de se serrer la ceinture, de s'angoisser à chaque accident de la vie. Les chèques occasionnels octroyés par l'Etat en temps de crise ne sont pas la solution. Une répartition digne et respectueuse des richesses par la revalorisation des bas salaires, des pensions de retraite et des minimas sociaux est indispensable. C'est cela une société durable.



LA SANTÉ PARTOUT ET POUR TOUS

La santé n'est pas une marchandise. Les déserts médicaux doivent disparaître, l'accès au service public de santé doit être garanti partout. Le système doit être repensé : formation, recrutement, qualité de l'exercice, répartition des compétences, rémunération. Les EHPAD à but lucratif n'ont pas leur place dans notre société. Là aussi il faut repenser un système à la dérive. La dignité de la population âgée n'est pas négociable.



L'ÉNERGIE : INNOVATION ET ÉCONOMIE

Pour le climat investissons dans les énergies renouvelables (éoliennes, biomasse, solaire...) et dans la recherche. Misons aussi sur les économies d'énergie. Sortons du nucléaire, dangereux, source de déchets ingérables. La production d'énergie doit être moins centralisée, mieux répartie sur les territoires. Transportons moins de marchandises et mieux.



PRODUIRE LOCALEMENT

La crise Covid, l'instabilité internationale, le chômage, le climat, la pollution généralisée, démontrent la folie de la globalisation : alimentation, médicaments, produits manufacturés par des quasi-esclaves sont acheminés depuis l'autre bout du monde nous privant de notre autonomie. La relocalisation durable de la production sera au cœur de notre engagement parlementaire.



ENSEMBLE PAYSANS ET CONSOMMATEURS

L'Agriculture paysanne, à partir de la réalité des territoires, est au cœur de l'indispensable transformation écologique. Seule une politique ferme en faveur du respect de la terre, de l'eau, des animaux et de l'humanité entière relèvera les défis de demain : climat, santé, transports, aménagement et autonomie des territoires. Nous soutenons l'idée de « sécurité sociale alimentaire ». Il faut freiner l'extension urbaine, arrêter l'artificialisation des terres agricoles et développer le bio.



SE DÉPLACER MIEUX

Pour le climat, notre pouvoir d'achat et nos territoires, modifions notre façon de nous déplacer. Favorisons les transports alternatifs économes en énergie. Tenons compte des contraintes des ruraux et des urbains. La priorité est aux transports du quotidien (trains, bus, vélo, covoit...) plutôt qu'aux projets pharaoniques et polluants tels les lignes nouvelles (LGV) destinées aux TGV. Réhabilitons les lignes de chemin de fer abandonnées, développons enfin le ferroutage.



LE DROIT AU LOGEMENT

Un logement digne est fondamental. Les publics fragiles, jeunes et vieux sont les plus pénalisés. La spéculation immobilière classique ou à but touristique en empêche l'accès. Là où nous vivons et travaillons, nous voulons un droit réel à louer un logement à un prix décent ou à en devenir propriétaire. Nous agissons pour une politique de rénovation écologique massive du bâti existant.



LA DIVERSITÉ EST UNE CHANCE

Reconnaître les langues dites « régionales », pour nous l'Occitan ou langue d'oc, c'est leur donner une présence à l'école, dans l'espace public, dans tous les médias : là est la reconnaissance première de nos territoires. Oeuvrons à modifier l'article 2 de la Constitution pour donner à notre langue, à côté du français, une place officielle. Diversité culturelle et biodiversité vont de pair.

Pour en savoir plus sur nos propositions:



REGIONS ET
PEUPLES
SOLIDAIRES